



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2013

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	3
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....	5
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	13
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	16



ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2013

Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Le 23 juillet 2013
Le Président du Conseil d'Administration
Dominique Thormann



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

30 juin 2013



RCI Banque

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS
1^{ER} SEMESTRE 2013



RCI BANQUE EN BREF



RCI Banque est la captive financière de l'Alliance Renault Nissan et assure à ce titre le financement des ventes des marques : Renault, Renault Samsung Motors (RSM), Dacia, Nissan et Infiniti.

Le groupe RCI Banque déploie ses activités dans 36 pays :

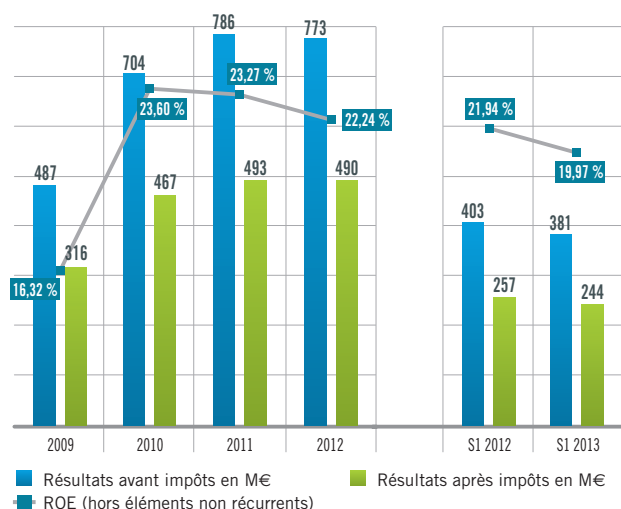
- **Europe** : France, Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse ;
- **Amériques** : Argentine, Brésil, Colombie, Mexique ;
- **Euromed-Afrique** : Algérie, Maroc, Roumanie, Turquie ;
- **Eurasie** : Russie, Ukraine ;
- **Asie-Pacifique** : Corée du Sud.

En tant que financière de marque, le groupe a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et de services :

- à la **Clientèle (grand public et entreprises)** à laquelle le groupe RCI Banque propose des crédits de véhicules neufs et d'occasion, de la location avec option d'achat, du crédit-bail, de la location longue durée ainsi que des services associés : assurances, entretien, extension de garantie, assistances, gestion de flottes et cartes de crédit ;
- aux **Réseaux des marques** dont le groupe RCI Banque finance les stocks de véhicules neufs et d'occasion, les pièces de rechange ainsi que les besoins de trésorerie à court terme.
- par ailleurs, depuis février 2012, le groupe a lancé un livret d'épargne à destination du grand public en France. Ce nouvel axe d'activité s'est étendu, d'une part en Allemagne, début 2013, où un livret d'épargne et un compte à terme ont été lancés, d'autre part en France où l'offre s'étoffe d'un compte à terme dès juillet 2013.

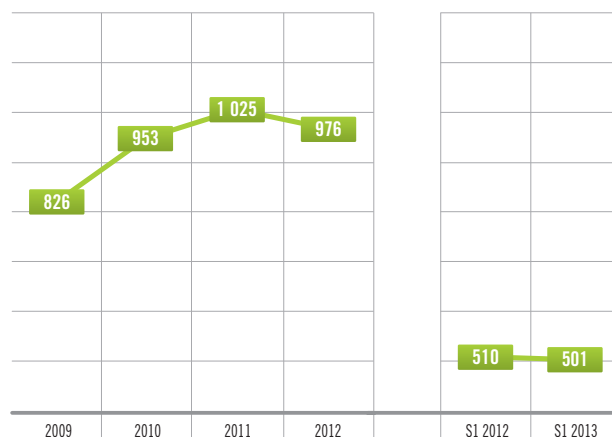
CHIFFRES-CLÉS

Résultats



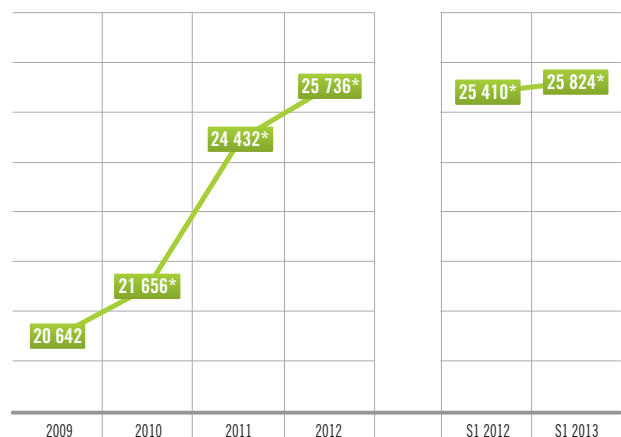
Nombre total de dossiers véhicules

en milliers



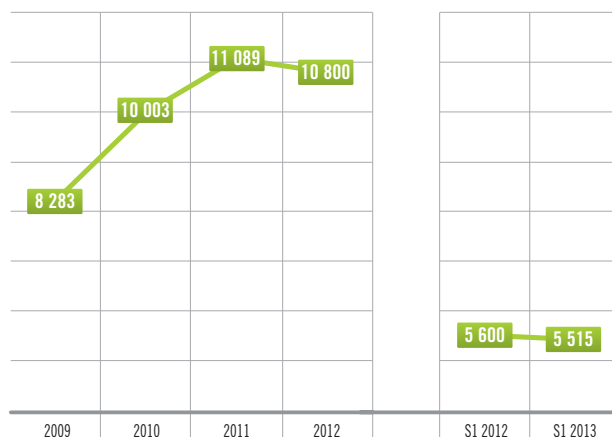
Encours net à fin

en millions d'euros



Nouveaux financements (hors prêts personnels et cartes de crédit)

en millions d'euros



*Hors activité de location opérationnelle.

ACTIVITÉ COMMERCIALE AU 1^{ER} SEMESTRE 2013

Le groupe RCI Banque confirme la trajectoire de croissance engagée en 2010 avec un taux d'intervention sur les cinq marques à 35,5 %, en progression de 1,2 point par rapport au 1^{er} semestre 2012.

À l'international, les ventes du Groupe Renault, en hausse de 4,3 % au 1^{er} semestre, enregistrent un niveau record. Cela ne suffit toutefois pas à compenser la baisse des ventes du Groupe en Europe (- 7,3 %), dans un marché toujours difficile (- 6,7 %).

Avec 1,3 million de véhicules commercialisés dans le monde, pour moitié hors d'Europe, les ventes du Groupe Renault baissent de 1,9 % mais sont en hausse de 0,7 % sur le 2^e trimestre isolé. La part de marché monde est stable à 3,2 % (- 0,1 point).

Dans ce contexte, RCI Banque réalise une bonne performance avec 5,5 Md€ de nouveaux financements (hors cartes et prêts personnels), en léger recul de 1,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2012. 501 116 contrats véhicules ont ainsi été signés sur le semestre (- 1,7 %).

Le taux d'intervention du groupe (35,5 %) est en hausse (+ 1,2 point) par rapport au 1^{er} semestre 2012, notamment grâce à des progressions fortes sur les marques Dacia (34,8 % contre 31,8 %) et Nissan (31,2 % contre 27,6 %).

Les encours de financement des ventes enregistrent une augmentation de 1,6 % à 25,8 Md€ contre 25,4 Md€ à fin juin 2012. Les encours nets Clientèle s'établissent à 18,2 Md€, en recul de 3,0 %.

Le groupe poursuit le développement de l'activité de collecte d'épargne. En France, RCI Banque enregistre 33 700 livrets ZESTO ouverts, soit un encours de 1,2 Md€. Parallèlement, tant sur les livrets d'épargne que les comptes à terme, l'encours global de l'activité d'épargne en Allemagne atteint 1,4 Md€.

MARCHÉ VP + PVU*		Part de marché	Part de marché	Taux	Nouveaux	Nouveaux	Encours	Encours
		Marques du Groupe RENAULT (%)	Marques du Groupe NISSAN (%)	d'intervention RCI Banque (%)	dossiers véhicules (Nombre)	financements Hors cartes et PP (M€)	net à fin** (M€)	net à fin** (M€)
Europe	S1 2013	9,4 %	3,4 %	34,4 %	383 413	4 420	21 336	6 526
	S1 2012	9,5 %	3,2 %	32,6 %	379 791	4 286	21 025	5 744
dont Allemagne	S1 2013	5,1 %	1,8 %	35,3 %	51 846	651	3 844	1 114
	S1 2012	5,1 %	2,1 %	28,0 %	49 288	590	3 776	954
dont Espagne	S1 2013	10,8 %	4,9 %	46,6 %	37 250	382	1 701	451
	S1 2012	10,1 %	5,1 %	39,0 %	29 781	335	1 664	412
dont France	S1 2013	24,9 %	3,6 %	34,7 %	147 911	1 787	9 150	2 819
	S1 2012	24,7 %	3,4 %	34,9 %	159 078	1 878	9 103	2 500
dont Italie	S1 2013	7,0 %	3,7 %	49,4 %	45 805	606	2 273	532
	S1 2012	6,6 %	3,4 %	48,5 %	46 500	609	2 122	480
dont Royaume-Uni	S1 2013	2,5 %	5,2 %	29,1 %	42 174	516	2 113	592
	S1 2012	2,4 %	5,0 %	26,9 %	35 332	429	1 832	426
dont autres pays	S1 2013	9,2 %	2,7 %	25,3 %	58 427	478	2 257	1 017
	S1 2012	9,0 %	2,4 %	24,8 %	59 812	445	2 529	972
Asie-Pacifique (Corée du Sud)	S1 2013	3,5 %	0,2 %	43,1 %	15 412	183	990	7
	S1 2012	4,1 %	0,2 %	60,2 %	22 960	274	1 292	10
Amériques	S1 2013	7,8 %	1,7 %	40,5 %	91 390	821	3 119	973
	S1 2012	8,4 %	2,9 %	38,9 %	96 630	960	2 783	877
dont Argentine	S1 2013	14,1 %	0,0 %	24,4 %	19 164	126	525	202
	S1 2012	14,3 %	0,6 %	21,7 %	16 531	110	456	158
dont Brésil	S1 2013	6,0 %	2,2 %	48,3 %	72 226	695	2 594	770
	S1 2012	6,8 %	3,6 %	45,6 %	80 099	851	2 327	718
Euromed-Afrique	S1 2013	37,7 %	0,8 %	28,4 %	10 901	91	377	91
	S1 2012	36,0 %	0,9 %	25,3 %	10 496	80	311	73
TOTAL GROUPE RCI BANQUE	S1 2013	8,9 %	2,7 %	35,5 %	501 116	5 515	25 824	7 597
	S1 2012	9,1 %	2,9 %	34,3 %	509 877	5 600	25 410	6 704

* Les données concernent les marchés voitures particulières (VP) et petits véhicules utilitaires (PVU).

** Hors activité de location opérationnelle.

COÛT DU RISQUE SUR ENCOURS PRODUCTIF MOYEN (hors risque pays)

Sur le 1^{er} semestre 2013, le coût du risque total (hors risque pays) s'établit à 0,37 % de l'encours productif moyen (EPM), en légère amélioration par rapport au 1^{er} semestre 2012 (0,39 %).

- Le coût du risque Clientèle (hors risque pays) reste stable à 0,49 % de l'EPM. Son maintien en dessous du seuil structurel témoigne à la fois de la bonne politique d'acceptation initiée dès 2008 et de la gestion efficace du recouvrement.
- Le coût du risque Réseaux (hors risque pays) s'améliore à 0,05 % de l'EPM, contre 0,09 % à fin juin 2012.

COÛT DU RISQUE SUR ENCOURS MOYEN	Clientèle		Réseaux		Total	
	S1 2013	S1 2012	S1 2013	S1 2012	S1 2013	S1 2012
France	- 0,48 %	- 0,60 %	- 0,31 %	0,16 %	- 0,43 %	- 0,41 %
Étranger	- 0,49 %	- 0,44 %	0,09 %	- 0,23 %	- 0,34 %	- 0,39 %
TOTAL	- 0,49 %	- 0,50 %	- 0,05 %	- 0,09 %	- 0,37 %	- 0,39 %

ÉLÉMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Dans un environnement toujours difficile, le groupe RCI Banque affiche un résultat avant impôts de 381 M€ et un ROE* de 20 %.

LES RÉSULTATS

Le résultat avant impôts du groupe RCI Banque est en baisse (- 5,5 %) par rapport au 1^{er} semestre 2012, notamment en raison d'un effet de change défavorable sur la région Amériques et d'une hausse des coûts de distribution à l'international liée principalement à la croissance des services.

Il traduit cependant toujours un haut niveau de performance.

Par ailleurs :

- Le coût du risque est toujours maîtrisé à 0,40 % (0,37 % hors risque pays) de l'EPM, contre 0,44 % (0,39 % hors risque pays) sur le 1^{er} semestre 2012. Il reste significativement en dessous du niveau structurel du groupe RCI Banque ;

- Les frais de fonctionnement sont en légère croissance en masse, à 187 M€ (+ 1 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2012), pour accompagner l'essor de la région Amériques et le financement des projets de développement.

Le coefficient d'exploitation (ratio frais de fonctionnement / produit net bancaire) se maintient à 31,0 %, au même niveau que sur l'année 2012.

LE BILAN

Les bonnes performances commerciales ont permis de maintenir les encours nets de financement à 25,8 Md€ contre 25,4 Md€ à juin 2012.

Parallèlement, les EPM s'établissent à 24,0 Md€, stables par rapport à juin 2012.

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 2 704 M€ au 30 juin 2013 contre 2 566 M€ à fin juin 2012.

L'activité d'épargne en France et en Allemagne (livrets d'épargne et dépôts à terme) atteint 2,6 Md€ à fin 2013, intérêts courus compris.

LA RENTABILITÉ

Le ROE* est en légère baisse à 20,0 % contre 21,9 % à fin juin 2012, notamment sous l'effet de la hausse des fonds propres moyens consolidés au cours de la période.

LA SOLVABILITÉ

Au 30 juin 2013, le ratio de solvabilité Core Tier 1 s'élève à 11,0 % contre 10,7 % à fin juin 2012.

Hors exigences transitoires au titre du niveau plancher (floor Bâle I), le ratio de solvabilité Core Tier 1 ressort à 13,4 % contre 13,6 % à fin juin 2012.

*ROE : Return On Equity (hors éléments non récurrents).

**Les contrats de location opérationnelle sont désormais exclus des encours de financement des ventes et font l'objet d'une classification spécifique.

RÉSULTAT CONSOLIDÉ (en millions d'euros)	06/2013	06/2012	12/2012	12/2011
Produits d'exploitation	1 100	1 160	2 262	2 131
Charges d'exploitation	(496)	(522)	(1 024)	(942)
Produit net bancaire	604	638	1 238	1 189
Frais de fonctionnement et dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations	(187)	(186)	(383)	(357)
Coût du risque	(47)	(53)	(91)	(52)
Quote-part des SME	11	4	9	6
Résultat consolidé avant impôts	381	403	773	786
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (part des actionnaires de la société mère)	244	257	490	493

BILAN CONSOLIDÉ (en millions d'euros)	06/2013	06/2012	12/2012	12/2011
Encours net total**	25 824	25 410	25 736	24 432
<i>dont</i>				
● Crédit Clientèle	11 727	12 016	12 007	11 843
● Location financière	6 500	6 690	6 589	6 326
● Crédit Réseaux	7 597	6 704	7 140	6 263
Opérations de location opérationnelle** nettes d'amortissements et de provisions	180	91	124	59
Autres actifs	3 329	2 626	2 907	2 614
Fonds propres (y.c. résultat de l'exercice) <i>dont</i>	2 965	2 827	2 940	2 830
● Capitaux propres	2 704	2 566	2 681	2 569
● Dettes subordonnées	261	261	259	261
Emprunts obligataires	13 347	11 679	11 638	10 895
Titres de créances négociables (CD, CP, BT, BMTN)	1 282	3 265	2 994	3 213
Titrisations	3 310	3 366	3 902	3 704
Comptes d'épargne de la clientèle - Livrets Ordinaires	2 310	503	893	
Dépôts à terme de la clientèle	296			
Dettes envers les établissements de crédit et autres dettes envers la clientèle (dont Schuldschein)	4 159	4 841	4 656	4 851
Autres passifs	1 664	1 646	1 744	1 612
TOTAL BILAN	29 333	28 127	28 767	27 105

POLITIQUE FINANCIÈRE

Au 1^{er} semestre 2013, le groupe RCI Banque a poursuivi sa politique de diversification des sources de financement avec le lancement de Renault Bank direkt, plateforme de collecte d'épargne auprès du grand public en Allemagne et le lancement d'émissions obligataires dans huit devises distinctes (ARS, BRL, CHF, EUR, GBP, KRW, SGD, USD).

Le 1^{er} semestre 2013 a montré une situation contrastée au niveau mondial. Les injections de liquidité pratiquées par les grandes banques centrales mondiales ont apporté une certaine stabilité à la sphère financière mais n'ont pas eu des effets identiques sur la croissance des différents pays. Ainsi, seuls les Etats-Unis ont affiché de réels signes de reprise, leur taux de chômage passant de 10,0 % en 2009 à 7,6 % en mai 2013. Par ailleurs, la crise européenne qui s'était apaisée fin 2012 a connu de nouveaux développements au 1^{er} trimestre 2013 marqué par le sauvetage de Chypre.

Ces événements se sont traduits sur les marchés par une hausse des taux de *swaps* en janvier, puis une détente continue jusqu'à fin mai, date à laquelle la FED a annoncé sa volonté de ralentir progressivement les stimulations monétaires en cas de poursuite de l'amélioration de la conjoncture américaine. Suite à cette déclaration, les taux longs américains ont vivement corrigé et entraîné dans leur sillage les taux européens à la hausse. Les *spreads* de crédit ont connu une évolution similaire.

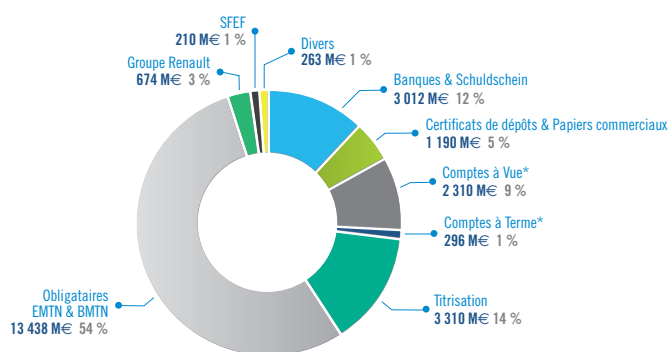
RCI Banque a profité de la bonne configuration du marché qui prévalait jusqu'au mois de mai pour poursuivre l'exercice de diversification de sa base d'investisseurs obligataires. En mars, le groupe a lancé une émission de 600 M€ à 5 ans et réalisé son 2^e placement privé américain pour 600 M\$ à 5 ans. En avril, RCI Banque a émis sa 1^{ère} obligation en dollar de Singapour, sa 2^e obligation sur le marché britannique après sept ans d'absence (300 M£ à 5 ans) et sa 4^e émission en devise helvétique (100 MCHF à 3 ans). Par la suite, le groupe est revenu sur le marché euro en mai en empruntant 500 M€ à 3 ans. À 1,75 %, cette dernière opération porte le coupon le plus bas jamais payé par le groupe sur une émission en euros.

Par l'intermédiaire de ses filiales, le groupe a également sollicité les marchés obligataires coréen, brésilien et argentin et y a emprunté un montant cumulé d'environ 300 M€.

Après avoir lancé en 2012 le livret d'épargne ZESTO à destination du grand public en France, le groupe a poursuivi sa stratégie d'accès à l'épargne des ménages et démarré sous la marque Renault Bank direkt une activité de collecte de dépôts en Allemagne, proposant désormais un compte sur livret ainsi que des comptes à terme. La croissance des dépôts collectés en France et en Allemagne au cours du 1^{er} semestre dépasse 1,6 Md€ (dont près de 300 M€ en dépôt à terme) et représente environ 40,0 % des nouveaux financements du semestre (périmètre refinancement centralisé*). Cette diversification permet de réduire la dépendance de l'entreprise aux financements de marché.

Structure de l'endettement

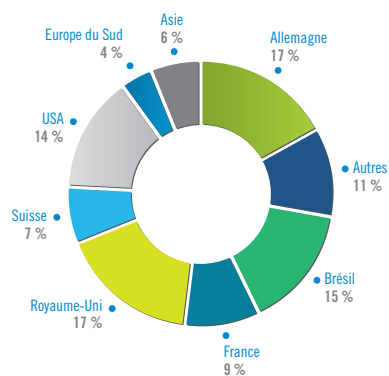
au 30/06/2013



*y compris intérêts.

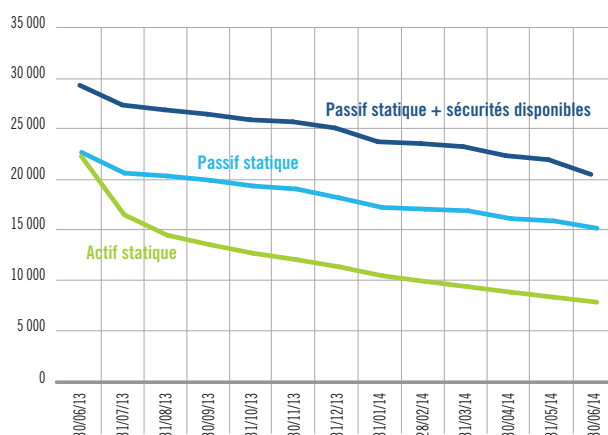
Répartition géographique des ressources nouvelles de marché à 1 an et plus (hors dépôts)

au 30/06/2013



Position de liquidité du groupe RCI Banque

en millions d'euros



Ces ressources auxquelles s'ajoutent 4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées ainsi que 2,2 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la Banque Centrale Européenne, permettent à l'entreprise d'assurer la continuité de son activité commerciale pendant près de 12 mois sans accès à la liquidité extérieure.

Dans un environnement volatil et incertain, la politique financière prudente, menée par le groupe depuis plusieurs années, se montre particulièrement justifiée. Elle permet de protéger la marge commerciale de chaque entité tout en assurant la sécurité du refinancement de ses activités. Elle est définie et mise en œuvre au niveau consolidé par RCI Banque et s'applique à toutes les entités de financement des ventes du groupe.

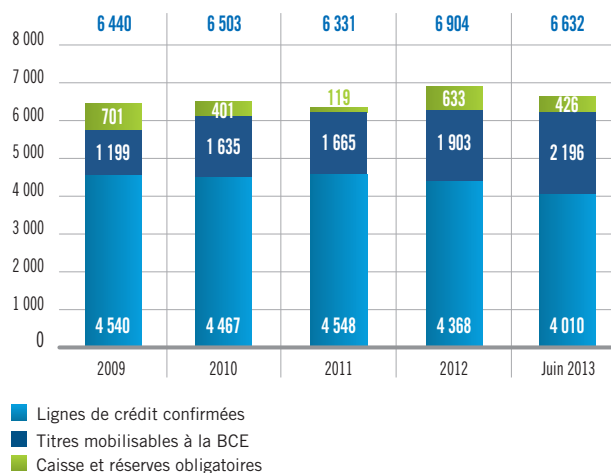
La solidité du bilan se mesure également par des risques de marché (taux, change, contrepartie) très faibles et quotidiennement contrôlés sur base consolidée :

- Au cours du 1^{er} semestre, la **sensibilité globale au risque de taux** du groupe RCI Banque s'est maintenue dans la limite de 30 M€ fixée par le groupe. Au 30 juin 2013, une hausse de 100 points de base aurait un impact de :
 - > + 7,0 M€ en EUR,
 - > + 1,7 M€ en CHF,
 - > + 3,5 M€ en GBP,
 - > + 0,9 M€ en KR₩,
 - > + 0,9 M€ en MAD,
 - > - 0,5 M€ en BRL.

- L'exposition au risque de change atteint 1,4 M€.

Sécurités disponibles du groupe RCI Banque*

en millions d'euros



Les sécurités disponibles* s'élèvent à 6,6 Md€ (accords de crédit confirmés non tirés dont la durée résiduelle est supérieure à trois mois : 4 Md€ ; titres et créances mobilisables en Banque Centrale disponibles : 2,2 Md€ ; cash et équivalent : 426 M€).

* Périmètre de refinancement centralisé : Europe de l'Ouest + Pologne + République tchèque + Roumanie + Slovaquie + pays nordiques + Corée du Sud

ÉMISSIONS ET PROGRAMMES DU GROUPE RCI BANQUE

Les émissions du groupe sont réalisées par cinq émetteurs : RCI Banque, Diac, Rombo Compania Financiera (Argentine), RCI FS K (Corée du Sud) et CFI (Brésil).

ÉMETTEUR	INSTRUMENT	MARCHÉ	MONTANT	S & P	MOODY'S	AUTRES
RCI Banque	Programme Euro CP	euro	2 000 M€	A-2 (perspective négative)	P3	R & I : a-2
RCI Banque	Programme Euro MTN	euro	12 000 M€	BBB (perspective négative)	Baa3	R & I : BBB+
RCI Banque	Programme CD	français	4 500 M€	A-2 (perspective négative)	P3	
RCI Banque	Programme BMTN	français	2 000 M€	BBB (perspective négative)	Baa3	
Diac S.A.	Programme CD	français	1 000 M€	A-2 (perspective négative)	P3	
Diac S.A.	Programme BMTN	français	1 500 M€	BBB (perspective négative)	Baa3	
Rombo Compania Financiera S.A.	Programme obligataire*	argentin	1 000 MARS	raA (perspective négative)		Fitch : AA (perspective négative)
RCI Financial Services Korea Co Ltd	Émissions obligataires*	sud-coréen	750 bn KR₩			KR, KIS, NICE : A+
CFI RCI do Brasil	Émissions obligataires*	brésilien	1 150 M BRL		Aa1	

*Notation locale.

Les comptes consolidés du groupe au 30 juin 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 juillet 2013. Les Commissaires aux comptes du groupe ont effectué leurs diligences d'examen limité sur ces comptes et le rapport sur l'information financière semestrielle est en cours d'émission.

Pour trouver ce document et en savoir plus sur RCI Banque : www.rcibanque.com

Direction Financements & Trésorerie
14, avenue du Pavé Neuf - 93168 Noisy-le-Grand Cedex - FRANCE

Risques et incertitudes principales sur le 2nd semestre 2013

Lors de la réunion mensuelle de la FED de juin 2013, Ben Bernanke, son président, a annoncé un potentiel ralentissement des injections de liquidité de la banque centrale en cas de poursuite de l'amélioration de la situation économique outre-Atlantique. Cette déclaration a entraîné un changement net de tendance dans l'évolution des taux d'intérêt à long terme. Les taux américains ont progressé rapidement entraînant dans leur sillage les taux européens. Si cette situation venait à perdurer, elle aurait comme effet une hausse des taux de refinancement du groupe RCI Banque.

Par ailleurs, la baisse de croissance économique en Europe associée à l'instabilité sociale observée dans certains pays émergents où le groupe RCI Banque intervient, pourraient avoir un impact tant sur le niveau des futurs encours à financer, que sur les coûts d'emprunt de nouvelles ressources en devises.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE**

30 juin 2013

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

RCI Banque

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société RCI Banque, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 26 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit

Charlotte Vandeputte

Bernard Heller



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

30 juin 2013

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	18
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	20
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	21
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	22
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	22
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES	22
3. STRUCTURE DU GROUPE.....	24
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	25
5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	27

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - en millions d'euros	Notes	06/2013	12/2012	Proforma 12/2012
Caisse, Banques centrales et CCP		169	616	616
Instruments dérivés	2	245	332	332
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers		137	82	82
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3	1 202	741	735
Prêts et créances sur la clientèle	4 et 5	26 314	26 095	25 816
Comptes de régularisation et actifs divers	6	896	617	616
Participations dans les entreprises mises en équivalence		80	48	73
Opérations de location opérationnelle	4 et 5	180	124	124
Immobilisations corporelles et incorporelles		30	28	28
Ecart d'acquisition		80	84	84
TOTAL ACTIF		29 333	28 767	28 506

PASSIF - en millions d'euros	Notes	06/2013	12/2012	Proforma 12/2012
Instruments dérivés	2	90	104	104
Dettes envers les établissements de crédit	7.2	3 387	3 930	3 677
Dettes envers la clientèle	7.3	3 378	1 619	1 618
Dettes représentées par un titre	7.4	17 939	18 534	18 534
Comptes de régularisation et passifs divers	8	1 281	1 368	1 361
Provisions	9	123	121	121
Provisions techniques des contrats d'assurance	9	170	151	151
Dettes subordonnées	11	261	259	259
Capitaux propres		2 704	2 681	2 681
- Dont capitaux propres part des actionnaires de la société mère		2 704	2 680	2 680
Capital souscrit et réserves liées		814	814	814
Réserves consolidées et autres		1 753	1 438	1 438
Gains ou pertes latents		(107)	(62)	(62)
Résultat de l'exercice		244	490	490
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle			1	1
TOTAL PASSIF		29 333	28 767	28 506

Les informations comparatives du 1er semestre 2012 et de l'année 2012 sont retraitées pour refléter l'application rétrospective de la norme IFRS 11 «Partenariats» (Voir § 2 « Règles et méthodes comptables » dans l'annexe aux comptes consolidés).

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2013	Proforma 06/2012	06/2012	Proforma 12/2012	12/2012
Intérêts et produits assimilés	16	958	1 000	1 010	1 986	2 007
Intérêts et charges assimilées	17	(491)	(515)	(519)	(1 008)	(1 017)
Commissions (Produits)		11	12	12	26	26
Commissions (Charges)		(5)	(3)	(3)	(7)	(7)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(6)	(1)	(1)	(3)	(3)
Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres		13	14	14	11	11
Produits (charges) nets des autres activités	18	124	127	125	224	221
PRODUIT NET BANCAIRE		604	634	638	1 229	1 238
Charges générales d'exploitation	19	(185)	(181)	(183)	(374)	(377)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3)	(3)	(3)	(6)	(6)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		416	450	452	849	855
Coût du risque	20	(47)	(53)	(53)	(90)	(91)
RESULTAT D'EXPLOITATION		369	397	399	759	764
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		11	5	4	13	9
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		1				
RESULTAT AVANT IMPOTS		381	402	403	772	773
Impôts sur les bénéfices	21	(119)	(128)	(129)	(246)	(247)
RESULTAT NET		262	274	274	526	526
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		18	17	17	36	36
Dont part des actionnaires de la société mère		244	257	257	490	490
Résultat net par action (*) et en euros		243,85	256,73	256,73	489,54	489,54
Résultat net dilué par action et en euros		243,85	256,73	256,73	489,54	489,54

(*) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2013	Proforma 06/2012	06/2012	Proforma 12/2012	12/2012
RESULTAT NET	262	274	274	526	526
Autres éléments du résultat global	(42)	(9)	(9)	(17)	(17)
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies	(1)			(1)	(1)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(1)			(1)	(1)
Opérations de couverture de flux de trésorerie	12	(17)	(17)	(11)	(11)
Variation de JV des actifs disponibles à la vente				1	1
Autres gains et pertes latents		(1)	(1)	(1)	(1)
Différences de conversion	(53)	9	9	(5)	(5)
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	(41)	(9)	(9)	(16)	(16)
RESULTAT GLOBAL	220	265	265	509	509
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	21	17	17	36	36
Dont part des actionnaires de la société mère	199	248	248	473	473

Les informations comparatives du 1er semestre 2012 et de l'année 2012 sont retraitées pour refléter l'application rétrospective de la norme IFRS 11 «Partenariats» (Voir § 2 « Règles et méthodes comptables » dans l'annexe aux comptes consolidés).

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Gains / pertes latents ou différés	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres cons o.
	(1)	(2)		(3)	(4)				
Capitaux propres au 31 décembre 2011	100	714	1 304	(41)	(4)	493	2 566	3	2 569
Affectation du résultat de l'exercice précédent			493			(493)			
Capitaux propres au 1 janvier 2012	100	714	1 797	(41)	(4)		2 566	3	2 569
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					(18)		(18)		(18)
Différences de conversion				9			9		9
Résultat de la période avant affectation						257	257	17	274
Résultat global de la période				9	(18)	257	248	17	265
Effet des variations de périmètre, stock-options et autres			(1)				(1)		(1)
Distribution de la période			(250)				(250)	(11)	(261)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								(6)	(6)
Capitaux propres au 30 juin 2012	100	714	1 546	(32)	(22)	257	2 563	3	2 566
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					7		7		7
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					(1)		(1)		(1)
Différences de conversion				(14)			(14)		(14)
Résultat de la période avant affectation						233	233	19	252
Résultat global de la période				(14)	6	233	225	19	244
Effet des variations de périmètre, stock-options et autres			3				3	(3)	
Distribution de la période			(100)				(100)	1	(99)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(11)				(11)	(19)	(30)
Capitaux propres au 31 décembre 2012	100	714	1 438	(46)	(16)	490	2 680	1	2 681
Affectation du résultat de l'exercice précédent			490			(490)			
Capitaux propres au 1 janvier 2013	100	714	1 928	(46)	(16)		2 680	1	2 681
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					9		9	3	12
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					(1)		(1)		(1)
Différences de conversion				(53)			(53)		(53)
Résultat de la période avant affectation						244	244	18	262
Résultat global de la période				(53)	8	244	199	21	220
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(1)				(1)		(1)
Distribution de la période			(175)				(175)	(13)	(188)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			1				1	(9)	(8)
Capitaux propres au 30 juin 2013	100	714	1 753	(99)	(8)	244	2 704		2 704

1) Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions de 100 euros entièrement libérées – 999 992 actions étant détenues par Renault s.a.s.

(2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.

(3) Le solde des écarts de conversion constaté au 30 juin 2013 concerne principalement le Royaume-Uni, l'Argentine, la Suisse et le Brésil. Au 31 décembre 2012, il concernait principalement le Royaume-Uni, l'Argentine, la Suisse, la Corée du Sud et le Brésil.

(4) Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des titres disponibles à la vente pour -3 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour -5 M€ à fin juin 2013

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2013	06/2012	Proforma 06/2012	12/2012	Proforma 12/2012
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	244	257	257	490	490
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3	2	2	5	5
Dotations nettes aux provisions	(18)	15	15	5	5
Dividendes reçus et quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(11)	(4)	(2)	(9)	(10)
Produits et charges d'impôts différés		(19)	(19)	(15)	(14)
Pertes et gains nets des activités d'investissement	(1)				
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	18	17	17	36	36
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(21)	26	26	23	23
Capacité d'autofinancement	214	294	295	535	534
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	3	5	5	52	53
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	(27)	42	44	97	97
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(596)	(87)	(100)	(134)	(134)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(246)	(40)	(40)	(59)	(59)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(350)	(47)	(60)	(75)	(75)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	816	(485)	(473)	(459)	(468)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(935)	(1 032)	(1 017)	(1 412)	(1 422)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	1 751	547	544	953	953
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(647)	246	245	625	626
- Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	(4)	(9)	(9)	(22)	(22)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(335)	411	411	690	690
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(308)	(156)	(157)	(43)	(42)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	89	(74)	(74)	(77)	(76)
Diminution / augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(338)	(400)	(402)	(45)	(52)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(121)	(101)	(102)	542	535
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(50)			(2)	(2)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(5)	(6)	(6)	(11)	(11)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(55)	(6)	(6)	(13)	(13)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(188)	(261)	(261)	(358)	(358)
- Dividendes versés	(188)	(261)	(261)	(360)	(360)
- Augm. (dim.) de trésorerie provenant d'opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle				2	2
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement				(1)	(1)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(188)	(261)	(261)	(359)	(359)
Effet des variations des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	4	(4)	(4)	(1)	(1)
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(360)	(372)	(373)	169	162
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	1 082	912	916	912	916
- Caisse, Banques centrales et CCP (actif et passif)	616	188	188	188	188
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	466	724	728	724	728
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	722	541	543	1 082	1 078
- Caisse, Banques centrales et CCP (actif et passif)	169	107	107	616	616
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	865	678	677	627	621
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(312)	(244)	(242)	(161)	(159)
Variation de la trésorerie nette	(360)	(372)	(373)	169	162

La ligne 'Trésorerie et équivalents de trésorerie' est composée de dépôts à vue et opérations au jour le jour. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 3 et 7.2.

Les informations comparatives du 1er semestre 2012 et de l'année 2012 sont retraitées pour refléter l'application rétrospective de la norme IFRS 11 «Partenariats» (Voir § 2 « Règles et méthodes comptables » dans l'annexe aux comptes consolidés).

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes semestriels consolidés résumés du groupe RCI Banque au 30 juin 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 juillet 2013.

Les comptes consolidés du groupe RCI Banque, pour l'année 2012, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 février 2013 et approuvés à l'Assemblée Générale du 23 mai 2013. Cette dernière a voté la distribution de dividendes de 275 euros par action, soit un total de 275 millions d'euros.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers du groupe RCI Banque arrêtés au 31 décembre 2012 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2012 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2013 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2012. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2012.

Les normes et amendements suivants, parus au Journal Officiel de l'Union européenne à la date de clôture des comptes semestriels sont appliqués pour la première fois au 30 juin 2013 :

Norme		Date d'application obligatoire
IFRS 10	Etats financiers consolidés	1er janvier 2014 (1)
IFRS 11	Partenariats	1er janvier 2014 (1)
IFRS 12	Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	1er janvier 2014 (1)
IFRS 13	Evaluation de la juste valeur	1er janvier 2013
IAS 19 révisée	Avantages du personnel	1er janvier 2013
Améliorations de diverses normes	Améliorations annuelles - Cycle 2009-2011	1er janvier 2013
Amendement d'IFRS 7	Instruments financiers : informations à fournir - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers	1er janvier 2013
Amendements d'IFRS 10, d'IFRS 11 et d'IFRS 12	Etats financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités - Dispositions transitoires	1er janvier 2014 (1)

Norme		Date d'application obligatoire
Amendement d'IAS 1	Présentation des états financiers - Présentation des autres éléments du résultat global	1er janvier 2013
Amendement d'IAS 12	Impôts sur le résultat – Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents	1er janvier 2013
Amendement d'IAS 28	Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1er janvier 2014 (1)

(1) Ces normes et amendements, parus au Journal Officiel de l'Union européenne à la date de clôture des comptes semestriels et d'application obligatoire au 1er janvier 2014, ont été appliqués par anticipation par le Groupe au 1er janvier 2013.

L'amendement de la norme IAS 1 introduit une présentation des autres éléments du résultat global en deux catégories distinctes : les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat et ceux qui ne le seront pas. Ce changement de présentation a été appliqué dans les comptes arrêtés au 30 juin 2013.

L'impact de la première application des normes IAS19 Révisée, IFRS 10, 12 et 13 a été considéré comme non significatif à l'échelle du groupe.

En raison du caractère rétrospectif de l'amendement de la norme IAS 1 et de l'application par anticipation de la norme IFRS 11, les états financiers de synthèse consolidés de l'exercice 2012 et du premier semestre 2012 ont été retraités en conformité avec les nouvelles normes à des fins de comparaison.

Le groupe n'a pas appliqué par anticipation l'amendement d'IAS 32 « Instruments financiers : présentation – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers », paru au Journal Officiel de l'Union européenne, et dont l'application est obligatoire au 1er janvier 2014. Le groupe n'anticipe à ce jour aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'adoption de cet amendement.

Les principales zones de jugements et d'estimations pour l'établissement des comptes semestriels résumés sont identiques à celles détaillées dans la note 2-B de l'annexe aux comptes annuels.

Les comptes consolidés de RCI Banque sont, par ailleurs, intégrés globalement dans ceux du Groupe Renault.

Première application de la norme IFRS 11 :

La norme IFRS 11 remplace la norme IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et l'interprétation SIC – 13 « Entités contrôlées en commun – apports non monétaires par des co-entrepreneurs ».

Elle supprime la méthode de l'intégration proportionnelle applicable aux entités contrôlées conjointement. Les partenariats qualifiés de coentreprises sont désormais consolidés par mise en équivalence, et les partenariats qualifiés d'activités conjointes sont consolidés ligne à ligne.

Conformément à la norme IFRS 11, les sociétés suivantes ont été qualifiées de coentreprises : Renault Crédit Car et Renault Leasing CZ sro. Ces sociétés, consolidées par intégration proportionnelle jusqu'au 31 décembre 2012, sont désormais consolidées par mise en équivalence.

La participation du groupe dans les coentreprises est désormais présentée sur la ligne « Participations dans les entreprises mises en équivalence » dans le bilan consolidé. La quote-part du résultat net de ces entités est présentée sur la ligne « Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence » dans le compte de résultat consolidé.

3. STRUCTURE DU GROUPE

Evolution du périmètre de consolidation en 2013

- Depuis février 2013 avec effet rétroactif au 01/01/2013, la succursale RCI Banque S.A. ODDZIAL W POLSCE a repris l'activité de la filiale RCI Bank Polska S.A. dissoute le 31 janvier 2013 et fusionnée avec RCI Banque S.A..
- A compter d'avril 2013, Renault Credit Car en Belgique et RCI Financial Services s.r.o en République Tchèque, jusque-là en intégration proportionnelle sont intégrées par mise en équivalence, le groupe Renault ayant décidé d'anticiper l'application des nouvelles normes IFRS 10, 11 et 12.
- Absorption de Cogera S.A. par Diac S.A. le 17 mai 2013 avec effet rétroactif au 01/01/2013.

Evolution du périmètre de consolidation en 2012

- Depuis le 1er juin 2012, la filiale brésilienne Companhia de Crédito Financiamento e Investimento RCI Brasil S.A. est devenue la mère d'une autre filiale brésilienne consolidée, la Companhia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil S.A. (détention à 100%), suite à l'apport de titres précédemment détenus par RCI Banque S.A. et Santander, titres remis en contrepartie d'une augmentation de capital de Companhia de Crédito Financiamento e Investimento RCI Brasil S.A. sans modification de la répartition de la détention entre les 2 actionnaires RCI Banque S.A. et Santander. Ce changement de structure juridique est neutre en consolidation.
- En France, RCI Banque a procédé à la restructuration de son programme de titrisation français, initialement mis en place en 2002 sous forme d'un Master Trust unique, qui s'articule désormais autour de 3 FCT distincts :
 - Cars Alliance Auto Loans France FCT Master, a émis le 25/5/2012 des titres mobilisables à la BCE (Banque Centrale Européenne) auto-souscrits par RCI Banque SA pour 596 M€ ;
 - CARS Alliance Auto Loans France F 2012-1 a été utilisé pour l'émission publique à taux fixe de 750 M€ distribuée auprès des investisseurs en date de valeur 27/6/2012.
 - CARS Alliance Auto Loans France V 2012-1 a été utilisé pour l'émission publique à taux variable de 700 M€ distribuée auprès des investisseurs en date de valeur 26/11/2012
- En Italie, après l'amortissement final de l'opération de titrisation de RCI Italie lancée en 2007, un nouveau SPV Cars Alliance Warehouse Italy S.R.L a émis le 14/6/2012 des titres notés AAA auto-souscrits par RCI Banque SA pour 619 M€.
- ES Mobility SRL, société commerciale créée en 2011, pour l'activité de location de batteries du véhicule électrique en Italie est entrée dans le périmètre de consolidation le 30/11/2012.

Filiales étrangères n'ayant pas conclu de convention fiscale avec la France

Conformément à l'arrêté du 6 octobre 2009 portant application de l'article L. 511-45 du code monétaire et financier, RCI Banque déclare détenir en Colombie la société RCI Servicios Colombia S.A à hauteur de 95%. L'activité de cette dernière, consiste à percevoir des commissions sur les crédits apportés à un partenaire commercial. Les principaux indicateurs de gestion de cette filiale font l'objet d'un suivi mensuel. Au 30 juin 2013, le résultat avant impôts s'élève à 0,5 M€.

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique volatil et incertain, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité. Par ailleurs, RCI Banque n'a pas d'exposition sur les dettes souveraines de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Irlande et du Portugal.

Liquidité

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau) et des opérations de refinancement réalisées. Le dispositif a fait l'objet d'un audit interne et d'une revue par le régulateur bancaire (ACP) et a été renforcé par l'actualisation des procédures internes, entérinées par le Conseil d'Administration du 27 novembre 2012 :

La liquidité statique : l'objectif de RCI Banque est d'avoir une liquidité statique positive. Les actifs générés dans le passé ont été financés par des dettes d'une maturité supérieure.

La liquidité dynamique « scénario noir » : cet indicateur prend en compte les prévisions d'activité nouvelle, dans un contexte de stress test maximum qui n'envisage aucun accès à des ressources nouvelles. Ce scénario constitue l'indicateur de communication externe notamment vis-à-vis des agences de notation qui demandent une visibilité sur la liquidité d'au moins 6 mois. Il permet d'établir deux indicateurs :

- nombre de jours d'activité commerciale possibles sans accès au marché, en utilisant seulement les lignes bancaires confirmées et les mobilisations BCE (indicateur de pilotage interne et de communication externe),
- réserve de liquidité (indicateur de pilotage interne et de communication externe).

La liquidité dynamique « scénario gris » : réalisée à partir d'hypothèses de refinancement contraint : fermeture des marchés obligataires, accès restreint à la ressource court terme, accès à la titrisation (BCE ou conduits). Cette analyse est complétée par une simulation de l'évolution de la réserve de liquidité prévisionnelle.

La réserve de liquidité : Elle représente l'excédent de sécurités disponibles par rapport aux encours de certificats de dépôt et papier commercial. Le groupe se doit en effet de maintenir des sources de liquidité alternative supérieures à ses encours de titres de créances négociables à court terme.

La liquidité intrinsèque : correspond à la réserve de liquidité de RCI Banque sans les accords de crédit confirmés. Elle recouvre le cash disponible, les actifs hautement liquides sur le marché et les actifs éligibles et disponibles à la BCE après décote. L'indicateur du nombre de jour de liquidité intrinsèque mesure le nombre de jours pendant lesquels RCI Banque peut exercer son activité sans utilisation des accords de crédits confirmés.

Risque au titre de l'activité de crédit

Suite au renforcement des structures de recouvrement mise en œuvre entre fin 2008 et le début de l'année 2009 les performances du recouvrement se sont nettement améliorées à compter du premier trimestre 2009. Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis d'améliorer la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Après avoir atteint en 2011 un point bas historique, inférieur au niveau constaté avant le déclenchement de la crise financière, le coût du risque du portefeuille commercial amorce une remontée contrôlée, principalement expliquée par la croissance des encours, en particulier dans les pays du grand international.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress-test mis à jour de façon trimestrielle sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprise). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans une conjoncture économique incertaine, RCI Banque reste attentif à un environnement changeant, avec pour cible de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de profitabilité.

Rentabilité

Les marges de crédit constatées sur les marchés, malgré la relative stabilité des taux de swap de référence, ont connu des mouvements significatifs. Dans ce contexte, le groupe RCI Banque a continué à faire preuve d'une grande réactivité en révisant régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités Financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit bancaire

En raison de sa position structurellement emprunteuse, l'exposition au risque de crédit bancaire du groupe RCI Banque est limitée au placement des excédents de trésorerie temporaires, réalisés sous forme de dépôts à très court terme, et aux opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés. Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité de Contrepartie. Dans le contexte de forte volatilité observé au cours des derniers semestres, RCI Banque a par ailleurs porté une attention particulière à la diversification des contreparties.

La surliquidité actuelle des banques bénéficiant d'une qualité de crédit élevée a très fortement réduit leur appétit pour des placements à court terme. Ainsi une part significative des excédents du groupe RCI Banque est placée à la Banque de France.

Refinancement

Dans le cadre de la politique de diversification de ses ressources financières, le groupe RCI Banque recherche depuis quelques années à élargir sa base d'investisseurs et réalise à cet effet des émissions dans des devises multiples.

Enfin, le groupe RCI Banque a poursuivi sa démarche de diversification des sources de financement par la collecte de dépôts. Après le lancement en février 2012 d'un livret d'épargne à destination du grand public en France, cette démarche a été étendue à l'Allemagne avec un livret d'épargne en février 2013 complété par un compte à terme en avril 2013.

5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 : Secteurs opérationnels

Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2013
Encours productif moyen	17 626	6 392		24 018
Produit net bancaire	460	126	18	604
Résultat brut d'exploitation	308	113	(5)	416
Résultat d'exploitation	263	111	(5)	369
Résultat avant impôts	274	112	(5)	381

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2012
Encours productif moyen	17 956	6 197		24 153
Produit net bancaire	514	94	30	638
Résultat brut d'exploitation	368	76	8	452
Résultat d'exploitation	318	73	8	399
Résultat avant impôts	321	72	10	403

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2012
Encours productif moyen	18 099	6 086		24 185
Produit net bancaire	999	189	50	1 238
Résultat brut d'exploitation	702	153		855
Résultat d'exploitation	604	160		764
Résultat avant impôts	613	160		773

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe RCI Banque proviennent d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes ou fiscales de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe RCI Banque tels que présentés aux notes 4 et 5 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Note 2 : Instruments dérivés

En millions d'euros	06/2013		12/2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction	12	23	15	50
Instruments dérivés de change	12	17	15	50
Autres instruments dérivés		6		
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	233	67	317	54
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	223	44	315	4
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	10	23	2	50
Total des instruments dérivés	245	90	332	104

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 06/2013
Couverture du risque de change				
<u>Opérations de change à terme</u>				
Ventes	1 498			1 498
Achats	1 508			1 508
<u>Opérations de swap de devises</u>				
Prêts	462	1 105		1 567
Emprunts	455	1 102		1 557
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de FRA</u>				
Ventes (Prêts)		200		200
Achats (Emprunts)				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	3 543	6 163		9 706
Emprunteurs	3 543	6 163		9 706

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2012
Couverture du risque de change				
<u>Opérations de change à terme</u>				
Ventes	1 737			1 737
Achats	1 742			1 742
<u>Opérations de change au comptant</u>				
Prêts	72			72
Emprunts	72			72
<u>Opérations de swap de devises</u>				
Prêts	313	982		1 295
Emprunts	340	950		1 290
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	3 936	6 649		10 585
Emprunteurs	3 936	6 649		10 585

Selon la méthode "mark to market positif + add on" l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 347 millions d'euros contre 439 millions d'euros au 31 décembre 2012. Selon la méthode interne forfaitaire, il s'élève à 1 192 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 1 106 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite dans les principes comptables (Note 2-P de l'annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2012).

Note 3 : Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Créances à vue sur les établissements de crédit	866	627
Comptes ordinaires débiteurs	845	600
Prêts au jour le jour	20	27
Créances rattachées	1	
Créances à terme sur les établissements de crédit	336	114
Comptes et prêts à terme	326	103
Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	8	9
Créances douteuses	1	1
Créances rattachées	1	1
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	1 202	741

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Note 4 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Prêts et créances sur la clientèle	26 314	26 095
Opérations avec la clientèle	19 814	19 506
Opérations de location financière	6 500	6 589
Opérations de location opérationnelle	180	124
Total opérations avec la clientèle et assimilées	26 494	26 219

Au 30 juin 2013, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 162 millions d'euros contre 169 millions au 30 juin 2012.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe RCI Banque. Au 30 juin 2013, cette participation s'élève à 177 millions d'euros contre 221 millions d'euros au 30 juin 2012.

4.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Créances sur la clientèle	20 514	20 275
Affacturage	471	529
Autres créances commerciales	91	91
Autres crédits à la clientèle	18 831	18 672
Comptes ordinaires débiteurs	346	210
Créances douteuses et compromises	775	773
Créances rattachées sur clientèle	57	61
Autres crédits à la clientèle	40	40
Comptes ordinaires débiteurs		1
Créances douteuses et compromises	17	20
Éléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	(125)	(157)
Etalement des frais de dossiers et divers	(106)	(122)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(336)	(346)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	317	311
Dépréciation des créances sur la clientèle	(632)	(673)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(162)	(161)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(448)	(489)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(22)	(23)
Total net des créances sur la clientèle	19 814	19 506

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales de l'alliance Renault/Nissan.

4.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Créances sur opérations de location financière	6 645	6 756
Crédit-bail et location longue durée	6 509	6 613
Créances douteuses et compromises	136	143
Créances rattachées sur opérations de location financière	20	17
Crédit-bail et location longue durée	16	13
Créances douteuses et compromises	4	4
Éléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	(50)	(60)
Étalement des frais de dossiers et divers	(20)	(23)
Étalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(123)	(138)
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	93	101
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(115)	(124)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(12)	(15)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(98)	(103)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(5)	(6)
Total net des créances sur opérations de location financière	6 500	6 589

4.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Immobilisations données en location	180	124
Valeur brute des immobilisations données en location	200	143
Amortissements sur immobilisations données en location	(20)	(19)
Créances sur opérations de location opérationnelle	4	4
Créances rattachées	2	2
Créances saines	1	1
Créances douteuses et compromises	1	1
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(4)	(4)
Dépréciation des contrats douteux et compromis	(1)	(1)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(3)	(3)
Total net des opérations de location opérationnelle	180	124

Note 5 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2013
Valeur brute	18 946	7 808	491	27 245
Créances saines	18 392	7 431	489	26 312
Créances douteuses	154	325	1	480
Créances compromises	400	52	1	453
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>2,92%</i>	<i>4,83%</i>	<i>0,41%</i>	<i>3,42%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(499)	(160)	(1)	(660)
Dépréciation créances saines	(62)	(51)		(113)
Dépréciation créances douteuses	(91)	(59)		(150)
Dépréciation créances compromises	(346)	(50)	(1)	(397)
Dépréciation collective sectorielle	(40)	(51)		(91)
Dépréciation des créances	(9)	(51)		(60)
Risque pays	(31)			(31)
Total des valeurs nettes (*)	18 407	7 597	490	26 494

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

146 619 297 1 062

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2012
Valeur brute	19 307	7 353	360	27 020
Créances saines	18 698	7 024	357	26 079
Créances douteuses	159	285	1	445
Créances compromises	450	44	2	496
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>3,15%</i>	<i>4,47%</i>	<i>0,83%</i>	<i>3,48%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(546)	(163)	(1)	(710)
Dépréciation créances saines	(64)	(53)		(117)
Dépréciation créances douteuses	(89)	(66)		(155)
Dépréciation créances compromises	(393)	(44)	(1)	(438)
Dépréciation collective sectorielle	(41)	(50)		(91)
Dépréciation des créances	(13)	(50)		(63)
Risque pays	(28)			(28)
Total des valeurs nettes (*)	18 720	7 140	359	26 219

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

103 552 171 826

L'information sectorielle est détaillée en note 1.

La classification « Autres » regroupe les activités de refinancement et de holding.

La provision pour risque pays concerne essentiellement l'Argentine et le Brésil, et dans une moindre mesure la Roumanie, le Maroc et la Hongrie.

Note 6 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Créances d'impôts et taxes fiscales	208	228
Créances d'impôts courants	17	24
Créances d'impôts différés	88	110
Créances fiscales hors impôts courants	103	94
Comptes de régularisation et actifs divers	688	389
Autres débiteurs divers	199	177
Comptes de régularisation actif	47	37
Autres actifs	1	
Valeurs reçues à l'encaissement	352	95
Part des réassureurs dans les provisions techniques	89	80
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	896	617
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>116</i>	<i>120</i>

Note 7 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**7.1 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation**

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur	18 384	18 323
Dettes envers les établissements de crédit	3 223	3 761
Dettes envers la clientèle	3 378	1 619
Dettes représentées par un titre	11 783	12 943
Dettes évaluées au coût amorti - Couverture juste valeur	6 320	5 760
Dettes envers les établissements de crédit	164	169
Dettes représentées par un titre	6 156	5 591
Total des dettes financières	24 704	24 083

7.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Dettes à vue envers les établissements de crédit	312	161
Comptes ordinaires créditeurs	111	92
Autres sommes dues	201	69
Dettes à terme envers les établissements de crédit	3 075	3 769
Comptes et emprunts à terme	2 928	3 632
Dettes rattachées	147	137
Total des dettes envers les établissements de crédit	3 387	3 930

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

La valeur comptable des créances apportées en garantie à la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF) par RCI Banque s'élève à 354 M€ au 30 juin 2013, en contrepartie d'un refinancement de 210 M€.

Le solde du financement accordé par la Banque Centrale Européenne (BCE) en contrepartie des créances mobilisées est de 400 M€ à fin juin 2013, stable par rapport à fin décembre 2012, et est présenté dans le poste ci-dessus « Emprunts à terme », selon les préconisations de la FBF (auparavant en « Valeurs données en pension »).

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque Centrale (3G) s'élève au 30 juin 2013 à 3 239 M€, soit 132 M€ en créances privées et 3 107 M€ en titres des véhicules de titrisations.

7.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Comptes créditeurs de la clientèle	3 321	1 608
Comptes ordinaires créditeurs	77	61
Comptes créditeurs à terme	656	654
Comptes d'épargne - Livret Ordinaire	2 292	893
Dépôts à terme de la clientèle	296	
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	57	11
Autres sommes dues à la clientèle	38	10
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme	1	1
Dettes rattachées sur compte d'épargne	18	
Total des dettes envers la clientèle (*)	3 378	1 619

(*) Dont entreprises liées (1)

690

673

(1) Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque par le constructeur Renault pour un montant de 550 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Groupe, en remplacement des deux conventions existantes.

7.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Titres de créances négociables (1)	1 282	2 994
Certificat de dépôts	995	2 434
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	165	432
BMTN et assimilés	92	97
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	30	31
Autres dettes représentées par un titre (2)	3 310	3 902
Autres dettes représentées par un titre	3 302	3 899
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	8	3
Emprunts obligataires et assimilés	13 347	11 638
Emprunts obligataires	13 102	11 512
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	245	126
Total des dettes représentées par un titre (*)	17 939	18 534
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	227	236

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie, papiers commerciaux et les BMTN sont émis par RCI Banque S.A., CFI RCI Brasil S.A. et DIAC S.A..

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (Diac S.A.), italienne (RCI Banque Succursale Italiana), allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland) et anglaise (RCI Financial Services Ltd).

Note 8 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Dettes d'impôts et taxes fiscales	412	481
Dettes d'impôts courants	74	110
Dettes d'impôts différés	307	322
Dettes fiscales hors impôts courants	31	49
Comptes de régularisation et passifs divers	869	887
Dettes sociales	43	56
Autres créditeurs divers	651	655
Comptes de régularisation passif	167	162
Comptes d'encaissement	8	14
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 281	1 368
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	65	46

Note 9 : Provisions

En millions d'euros	12/2012	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2013
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	181	67	(9)	(39)		200
Provisions pour risques de litiges	4					4
Autres provisions	177	67	(9)	(39)		196
Provisions sur opérations non bancaires	91	8	(3)	(2)	(1)	93
Provisions pour engagements de retraite et ass.	35	3	(2)		1	37
Provisions pour restructurations	5		(1)			4
Provisions pour risques fiscaux et litiges	46	5		(1)	(2)	48
Autres provisions	5			(1)		4
Total des provisions	272	75	(12)	(41)	(1)	293

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque ou des sociétés du Groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructurations à fin juin 2013 concernent principalement l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni et la Corée du Sud.

Les autres provisions sur opérations bancaires sont principalement constituées de la provision technique d'assurance correspondant aux engagements des captives d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats. La provision technique d'assurance s'élève à 172 M€ à fin juin 2013.

Note 10 : Dépréciation et provision constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2012	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2013
			Utilisées	Non utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	841	155	(114)	(81)	(12)	789
Opérations avec la clientèle (sur base individuelle)	712	147	(112)	(78)	(7)	662
Opérations avec la clientèle (sur base collective)	91	8	(2)	(3)	(3)	91
Opérations sur titres	38				(2)	36
Provisions sur opérations non bancaires	9	1			(1)	9
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	9	1			(1)	9
Total couverture des risques de contreparties	850	156	(114)	(82)	(12)	798

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 5.

Note 11 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Dettes évaluées au coût amorti	252	250
Emprunts subordonnés	250	250
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	2	
Dettes évaluées à la juste valeur	9	9
Titres participatifs	9	9
Total des dettes subordonnées	261	259

L'émission publique de dettes subordonnées de 250 millions d'euros mise en place en 2005 a les caractéristiques suivantes :

- d'une durée de 10 ans (remboursement in fine le 07/04/2015),
- en devise Euro,
- au taux d'intérêt Euribor 3 mois + 0,90.

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par DIAC S.A. comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du sous-groupe Diac de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

Note 12 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2013
Actifs financiers	8 481	9 001	10 248	168	27 898
Instruments dérivés	10	38	197		245
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	11	4	48	74	137
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 192	5	5		1 202
Prêts et créances sur la clientèle	7 268	8 954	9 998	94	26 314
Passifs financiers	5 698	5 195	13 603	559	25 055
Instruments dérivés	9	21	60		90
Dettes envers les établissements de crédit	1 351	1 027	1 009		3 387
Dettes envers la clientèle	2 531	55	242	550	3 378
Dettes représentées par un titre	1 806	4 092	12 041		17 939
Dettes subordonnées	1		251	9	261

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2012
Actifs financiers	7 804	8 877	10 433	136	27 250
Instruments dérivés	12	6	314		332
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	10	7	43	22	82
Prêts et créances sur les établissements de crédit	730	2	9		741
Prêts et créances sur la clientèle	7 052	8 862	10 067	114	26 095
Passifs financiers	6 230	4 371	13 286	559	24 446
Instruments dérivés	26	46	32		104
Dettes envers les établissements de crédit	1 175	791	1 964		3 930
Dettes envers la clientèle	1 069			550	1 619
Dettes représentées par un titre	3 960	3 534	11 040		18 534
Dettes subordonnées			250	9	259

Note 13 - Décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur

En millions d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total 06/2013
Actifs comptabilisés à la juste valeur	64	245		309
Actifs financiers disponibles à la vente et autres	64			64
Instruments dérivés		245		245
Passifs comptabilisés à la juste valeur	9	90		99
Titres participatifs	9			9
Instruments dérivés		90		90

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les dettes évaluées au coût amorti - couverture de juste valeur, n'étant valorisées à la juste valeur qu'à hauteur de l'élément couvert, elles sont désormais exclues de la décomposition par niveau présentée ci-dessus.

Note 14 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Engagements de financement	1 735	1 451
Engagements en faveur de la clientèle	1 735	1 451
Engagements de garantie	139	123
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	66	55
Engagements d'ordre de la clientèle	73	68
Engagements sur titres	2	
Autres titres à livrer	2	
Total des engagements donnés (*)	1 876	1 574
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>11</i>	<i>1</i>

Note 15 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Engagements de financement	4 721	4 742
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 720	4 741
Engagements reçus de la clientèle	1	1
Engagements de garantie	7 711	7 629
Engagements reçus d'établissements de crédit	270	197
Engagements reçus de la clientèle	4 154	4 146
Engagements de reprise reçus	3 287	3 286
Total des engagements reçus (*)	12 432	12 371
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 117</i>	<i>2 125</i>

RCI Banque dispose au 30 juin 2013 de 4 699 M€ de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions court et moyen termes et de 2 396 M€ de titres de créances éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décôtes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe RCI Banque mène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 16 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Intérêts et produits assimilés	1 106	1 142	2 289
Opérations avec les établissements de crédit	9	10	19
Opérations avec la clientèle	768	786	1 581
Opérations de location financière	273	287	577
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	56	58	111
Intérêts courus et échus des instruments financiers disponibles à la vente		1	1
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(148)	(132)	(282)
Opérations avec la clientèle	(113)	(99)	(214)
Opérations de location financière	(35)	(33)	(68)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	958	1 010	2 007
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	266	288	585

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 17 : Intérêts et charges assimilés

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Opérations avec les établissements de crédit	(136)	(149)	(297)
Opérations avec la clientèle	(26)	(9)	(27)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(27)	(52)	(88)
Charges sur dettes représentées par un titre	(289)	(299)	(584)
Autres intérêts et charges assimilés	(13)	(10)	(21)
Total des intérêts et charges assimilés (*)	(491)	(519)	(1 017)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	(14)	(12)	(29)

Note 18 : Produits (charges) nets des autres activités

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Autres produits d'exploitation bancaire	347	348	670
Prestations accessoires aux contrats de financement	150	176	307
Produits des activités de services	140	118	254
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	31	33	59
<i>dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles</i>	2	2	6
Opérations de location opérationnelle	15	10	22
Autres produits d'exploitation bancaire	11	11	28
<i>dont reprise de provisions pour risques bancaires</i>	3	3	5
Autres charges d'exploitation bancaire	(225)	(225)	(453)
Coûts des prestations accessoires aux contrats de financement	(72)	(79)	(143)
Coûts des activités de services	(74)	(64)	(139)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(25)	(27)	(48)
<i>dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles</i>	(1)	(1)	(4)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(35)	(32)	(77)
Opérations de location opérationnelle	(10)	(8)	(16)
Autres charges d'exploitation bancaire	(9)	(15)	(30)
<i>dont dotation aux provisions pour risques bancaires</i>		(5)	(10)
Autres produits et charges d'exploitation non bancaire	2	2	4
Autres produits d'exploitation non bancaire	5	4	16
Autres charges d'exploitation non bancaire	(3)	(2)	(12)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	124	125	221
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	5		(5)

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Les produits et charges liés aux opérations de location opérationnelle sont classés en produits et charges nets des autres activités, conformément à la recommandation du CNC n°2004-R.03.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

Note 19 : Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Frais de personnel	(109)	(104)	(218)
Rémunération du personnel	(74)	(71)	(147)
Charges de retraites et assimilées	(7)	(7)	(14)
Autres charges sociales	(24)	(22)	(45)
Autres charges de personnel	(4)	(4)	(12)
Autres frais administratifs	(76)	(79)	(159)
Impôts et taxes hors IS	(15)	(11)	(28)
Loyers	(7)	(7)	(14)
Autres frais administratifs	(54)	(61)	(117)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(185)	(183)	(377)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(4)</i>	<i>(2)</i>	<i>(2)</i>

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel.

Conformément aux normes du Groupe Renault, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) a été classée en « Impôts et taxes hors IS ».

Note 20 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Coût du risque sur financement clientèle	(43)	(43)	(86)
Dotations pour dépréciation	(100)	(160)	(267)
Reprises de dépréciation	135	177	317
Pertes sur créances irrécouvrables	(88)	(67)	(155)
Récupérations sur créances amorties	10	7	19
Coût du risque sur financement des Réseaux	(1)	(5)	(2)
Dotations pour dépréciation	(45)	(47)	(94)
Reprises de dépréciation	48	49	103
Pertes sur créances irrécouvrables	(5)	(8)	(12)
Récupérations sur créances amorties	1	1	1
Coût du risque sur autres activités	(3)	(5)	(3)
Variation de la provision pour risques pays	(3)	(6)	(1)
Variation des dépréciations des autres créances		1	(2)
Total du coût du risque	(47)	(53)	(91)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Note 21 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Impôts exigibles	(119)	(148)	(262)
Impôts courants sur les bénéfices	(119)	(148)	(262)
Impôts différés		19	15
Impôts différés		19	15
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(119)	(129)	(247)

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 31,22% au 30 juin 2013 contre 32,04% au 30 juin 2012 et 31,98% au 31 décembre 2012.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.